

INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025

A l'Assemblée Générale,

Pères, Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Catholique de Toulouse relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Provision pour risques et charges :

Comme il est précisé dans les notes 2.6 et 3.9 de l'annexe, l'association a été conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers.

Nous avons procédé à l'appréciation des hypothèses retenues par votre association sur la base des éléments disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations, du caractère approprié des modalités de détermination de ces provisions et des calculs effectués. Nous avons également vérifié que les notes afférentes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Toulouse, le 19 décembre 2025

Le Commissaire aux comptes



D'AGRAIN & ASSOCIES
Pierre d'Agrain

ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE

COMPTES ANNUELS AU 31.08.2025
(exercice comptable 2024 / 2025)

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	299 283	232 591	66 692	11 945
Immobilisations incorporelles en cours	3 107	3 107		57 947
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	18 645 185	12 611 156	6 034 029	6 352 409
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 638 047	10 840 219	3 797 828	4 312 764
Immobilisations corporelles en cours	1 013 696		1 013 696	1 123 203
Autres	2 145 771	2 010 035	135 736	34 020
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	1 189 104		1 189 104	1 172 831
Prêts				
Autres	3 223		3 223	14 984
TOTAL I	37 937 416	25 697 109	12 240 307	13 080 103
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 777 731	228 333	10 549 398	7 905 473
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 220 791	515 855	2 704 936	656 567
Valeurs mobilières de placement	441 540		441 540	2 272 009
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 585 612		2 585 612	3 218 924
Charges constatées d'avance	401 382		401 382	400 536
TOTAL II	17 427 056	744 188	16 682 868	14 453 509
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	55 364 472	26 441 296	28 923 175	27 533 612

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	430 156	430 156
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	729 564	729 564
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 977 697	4 977 697
Autres		
Report à nouveau	(739 126)	
Excédent ou déficit de l'exercice	(571 344)	(739 126)
Situation nette (sous total)	4 826 947	5 398 291
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 358 389	1 632 587
Provisions réglementées		
TOTAL I	6 185 336	7 030 877
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	525 632	189 000
Provisions pour charges	1 839 325	2 366 032
TOTAL III	2 364 958	2 555 032
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 362 685	5 871 608
Emprunts et dettes financières diverses	6 270	22 615
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 706 901	1 442 682
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 226 130	1 322 238
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 611	390 891
Autres dettes	1 418 565	1 492 746
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 564 720	7 404 922
TOTAL IV	20 372 882	17 947 703
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	28 923 175	27 533 612

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	250	1 000
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	12 094 895	10 938 703
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 378 630	3 111 389
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	9 570	9 840
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	227 141	296 936
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	128 906	
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	756 904	1 075 096
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	35 230	33 622
TOTAL I	16 631 526	15 466 586
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 556	9 718
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 848 834	4 882 884
Aides financières	202 037	197 208
Impôts, taxes et versements assimilés	397 091	392 609
Salaires et traitements	6 783 274	6 544 596
Charges sociales	2 452 405	2 364 360
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 523 791	1 350 178
Dotations aux provisions	282 032	257 704
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	806 379	715 955
TOTAL II	17 302 398	16 715 212
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(670 873)	(1 248 626)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 962	7 950
Autres intérêts et produits assimilés	86 177	224 866
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	16 272	73 796
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	110 411	306 612
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	82 443	91 136
Différences négatives de change	(1)	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	82 442	91 136
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	27 969	215 476

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(642 904)	(1 033 150)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		3 746
Sur opérations en capital	294 674	276 464
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		36 889
TOTAL V	294 674	317 099
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	195	
Sur opérations en capital	21 725	21 914
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	200 000	
TOTAL VI	221 920	21 914
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	72 754	295 185
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 194	1 162
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	17 036 611	16 090 297
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	17 607 955	16 829 423
EXCEDENT OU DEFICIT	(571 344)	(739 126)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexes aux comptes annuels

Exercice clos au 31/08/2025

1.1 PREAMBULE

L'Institut Catholique de Toulouse a pour mission de proposer des formations initiales et continues dans l'enseignement supérieur, d'en assurer leur organisation et leur développement. L'institut travaille également à la recherche universitaire pour la culture, l'éthique, la religion et la société.

L'exercice social clos le 31 août 2025 a une durée de 12 mois identique à celle du précédent exercice.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est 28 923 178€.

Le chiffre d'affaires net totalise 12 095 145€ ; le résultat est une perte de 571 344€.

1.2 FAITS MAJEURS

Les faits caractéristiques de l'année 2024/2025 sont les suivants :

Le campus de Bordeaux :

Le campus de Bordeaux a ouvert ses portes aux étudiants en 09/2024 lors de la rentrée 24/25 et a accueilli 85 étudiants sur cette première année.

Les formations d'Etat :

Au total les effectifs des formations d'ETAT ont augmenté de 84 étudiants. Ce qui s'explique notamment par l'ouverture du campus de Bordeaux. Le CA est en augmentation de 11% soit +1M€, et le prix moyen d'inscription +6%.

Nous constatons une augmentation du CA pour la FLL de 894K€ , une augmentation de 61 effectifs, et un prix moyen en augmentation de 564€ / inscriptions.

Le panier moyen est de 5 630€ en 24/25 contre 5 066€ en 23/24 soit une hausse de 11% expliquée par la mise en place du tarif linéaire.

Nous constatons une augmentation du CA pour la FLD de 110K€ , malgré une augmentation de 61 effectifs. Il y a eu une baisse du prix moyen de 647€ / inscriptions.

Le panier moyen est de 5 486 € en 24/25 contre 6133€ en 23/24 soit une baisse de -11%. Le revenu moyen des étudiants qui se sont inscrits est plus bas que sur l'exercice N-1

Les formations Ecclésiastiques :

Au total les effectifs des formations ecclésiastiques ont augmenté de 57 étudiants. Le CA est en augmentation de 43K€ soit +9%, et le prix moyen d'inscription +2%.

Nous constatons une augmentation du CA pour l'IERP de 45K€ suite à l'augmentation de 37 étudiants inscrits.

Le panier moyen est de 935€ en 24/25 contre 864€ en 23/24 soit une augmentation de 8%

Nous constatons une augmentation du CA pour la FDT de +3% qui s'explique par une augmentation du prix moyen de 6%, qui compense la baisse des effectifs (-10 étudiants)

L'ISFEC :

Nous constatons une baisse du chiffre d'affaires de 103K€ malgré une hausse du nombre d'étudiants (+26 étudiants).

La baisse du prix moyen constatée s'explique par l'évolution du type de formation, continue vs initiale.

Les autres formations :

Les autres formations pour 279K€ de CA concernent principalement l'IULCF (235K€).

L'effectif de l'IULCF a augmenté de 25 étudiants et le prix moyen de 8%, soit +38K€ au total vs N-1

Les dépenses

Nous constatons une baisse de 37K€ sur le poste des achats de fournitures, prestations de services et sous-traitance et autres services extérieurs.

Les variations les plus significatives sont les suivantes :

- + 72K€ de consommation d'énergie : Nouveaux espaces, augmentation des tarifs et avoir de regul sur N-1.
- 48K€ de sous-traitance pour la sécurité : hausse exceptionnelle sur N-1 lié au frais engendrés suite au piratage
- 54K€ de sous-traitance nettoyage locaux : lié à l'ouverture de nouveaux espaces suite aux rénovations (Bat B)
- 67K€ de sous-traitance Formation étudiants : baisse du besoin sur cet exercice
- + 104 K€ de sous-traitance sécurité : nouvelle prestation pour le service SSIAP
- 54K€ de sous traitance restauration : nouveau prestataire depuis N-1 effet année pleine.
- + 80K€ d'assurance lié à l'augmentation de l'assurance dommages aux biens.
- + 70K€ de locations immobilières : bail mise en place avec le campus de Bordeaux
- + 84K€ de charges locatives et copropriété, liées aux charges trimestrielles de 27K€ pour le campus de Bordeaux (sécurité, ménage, travaux entretiens)
- 87K€ d'honoraires, liés principalement à des frais de recrutement sur N-1
- 95K€ de voyages et déplacements salariés

Nous constatons une augmentation de **326K€** sur les charges de personnel, soit +3,7%

Cette variation s'explique en partie par les postes suivants :

- + 208K€ sur les salaires administratifs
- + 83K€ d'indemnité de départ (rupture co/licenciement/retraites)

Les travaux / le parc immobilier :

- En 2024/2025, 278 K€ de travaux ont été mis en service (début des amortissements) , dont 49K€ pour la phase 3, 136K€ pour la phase 4, 53,5K€ pour la salle TOLOSA, 24,5K€ travaux rue des Fleurs et autres travaux, et 16K€ de réseau câblage La Fonderie.

- Les immobilisations en cours (1 013K€) sont principalement constituées des travaux de rénovation rue de la Fonderie (661K€), les travaux de la salle TOLOSA (326K€) et d'autres immobilisation corporelles (25K€).

Le fonctionnement de l'Institut Catholique :

- Mme Blin a été agréée au CA du 09/12/2024 en tant que membre actif de la Province de Montpellier et administratrice provisoire de la Province de Montpellier, en remplacement de M. de Lambert des Granges. Elle a été élue définitivement administratrice de la Province de Montpellier à l'AG du 09/01/2025
- Deux administrateurs du Conseil d'Administration ont démissionné : monsieur Fauroux, et madame Sarda.
- Hélène Brossier a été réélue Secrétaire et Benoît Caster a été réélu Trésorier lors du CA du 29/04/2025
- Marc Piccardi a été élu Président du CA le 15/07/2025, en remplacement de Jean Pierre Picot qui a démissionné le 05/05/2025.
- Bozena Billerey a été nommée Rectrice ad interim le 11/08/2025
- Une fois par an, lors d'un séminaire, la direction, les doyens, les directeurs et les responsables se réunissent pour partager les informations financières de l'ICT et réfléchir à la stratégie de l'ICT

La situation de trésorerie :

La situation de trésorerie de l'ICT connaît une diminution de 2 463 K€. Cette variation des disponibilités s'explique principalement par :

- La subvention MESR 2025 pour 2 186K€ qui n'a été encaissée que post clôture en septembre 2025, alors que la précédente a été encaissée en juillet 2024 sur l'exercice.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Il a été fait application du règlement ANC 2014-03 et du nouveau règlement ANC 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles :

- de continuité de l'exploitation,
- d'indépendance des exercices,
- de permanence des méthodes d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les nouvelles acquisitions sont saisies comptablement de manière à pouvoir sortir unitairement les immobilisations.

Cette méthode de saisie a également pour but de pouvoir établir un plan de financement sur du long terme pour prévoir les renouvellements des immobilisations selon les durées d'amortissement.

2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce poste comporte principalement les logiciels et licences acquises.

Ils sont amortis selon le mode linéaire, sur une durée variant de 1 à 3 ans.

2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises et escomptes obtenus.

Pour la présentation des comptes annuels, l'association a décidé :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables, ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant de mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage, pour l'amortissement des biens non décomposés.

Lorsqu'à la clôture de l'exercice, il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de la valeur, un test de dépréciation est réalisé pour s'assurer que la valeur nette comptable de l'actif n'est pas supérieure à sa valeur actuelle. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée, afin de ramener la valeur nette comptable à hauteur de la valeur actuelle.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en mode linéaire comme suit :

Type de biens immobilisés et durée d'amortissement

- bâtiments, installations : 20 à 30 ans
- agencements, aménagements : 10 à 20 ans
- outillages, mat de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- mobilier : 2 à 10 ans

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont principalement constituées de titres immobilisés. Ils sont destinés à l'activité de portefeuille, qui consiste à investir pour retirer, à plus ou moins longue échéance, une certaine rentabilité, sans intervention dans la gestion. Ces titres sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois : leurs valeurs liquidatives sont calculées tous le 31/08, dernier jour de l'exercice comptable, afin de comptabiliser une moins-value latente si nécessaire.

2.4 CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles l'association est susceptible de faire face.

Toutes les créances à risque sont passées en douteux et provisionnées.

2.5 VMP ET DISPONIBILITES

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition.

Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois.

2.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'association constitue des provisions afin de couvrir les charges potentielles afférentes aux risques et litiges nés antérieurement à la clôture : risques sociaux, juridiques, financiers.

Les travaux pour mises aux normes sont des travaux obligatoires imposés par la loi et la réglementation (sécurité, accessibilité, sûreté). Ils doivent être exécutés sur du court/moyen terme. Ils représentent un risque financier.

Les provisions pour mises aux normes ont été constituées jusqu'au 31.08.2023 en tenant compte des travaux qui allaient être engagés et auraient démarrés sur l'exercice N+1 (100% des sommes estimées) et N+2 (100% des sommes estimées).

Cette règle comptable existe depuis l'exercice 17/18.

Pour les clôtures 2024 et suivantes, il a été décidé de ne plus doter cette provision mais la reprendre au fur et à mesure des dépenses engagées pour les travaux de mises aux normes.

2.7 VALORISATION DU BENEVOLAT ET RECOURS AUX BENEVOLES

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens, ou des services à titres gratuits. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association ;
- L'association est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Si une de ces deux conditions n'est pas remplie, alors la structure n'a pas l'obligation de valoriser le bénévolat.

2.8 TAXE D'APPRENTISSAGE

La taxe d'apprentissage perçue par l'ICT a été comptabilisée en produits constatés d'avance. Les sommes ainsi reçues permettront de financer les projets pédagogiques de l'ICT sur l'année 2025/2026.

2.9 CONTRIBUTION DE VIE ETUDIANTE ET DE CAMPUS

La CVEC perçue par l'ICT a été comptabilisée en produits constatés d'avance. Les sommes ainsi reçues permettront de financer les projets des étudiants sur l'année 2025/2026.

2.10 SUBVENTION ACCOMPAGNEMENT ETUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La subvention octroyée à l'ICT a été comptabilisée en subvention à recevoir (vs PCA sur N-1). Cette subvention permet de financer les projets de l'ICT afin d'améliorer l'accompagnement des étudiants en situation de handicap.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS
(montants bruts)

	DEBUT exercice	ACQUISITION	DIMINUTION	FIN exercice
Immobilisations incorporelles				
• Concession, brevet, licences, marques, procédés	219 021	80 262		299 283
• Autres Immobilisations incorporelles	3 107			3 107
• Immobilisations incorporelles en cours	57 947	22 314	80 262	0
Immobilisations corporelles				
• Constructions	18 387 329	257 856		18 645 185
• Matériel, outillage	1 747 174	67 685		1 814 859
• Matériel informatique	1 090 758	135 719	23 721	1 202 756
• Autres immobilisations corporelles	13 562 554	203 649		13 766 203
• Immobilisations corporelles en cours	1 123 203	552 117	661 625	1 013 695
Immobilisations financières				
• Titres immobilisés	1 189 104			1 189 104
• Cautions versées	14 984		11 761	3 223
Total général	37 395 180	1 319 602	777 368	37 937 415

- Bâtiments en bail emphytéotique :
- > rue de la Fonderie : Location à titre gratuit auprès de l'Association DUILHE DE SAINT PROJET
 - > place du Parlement : Location à titre gratuit auprès de l'Association Diocésaine de Toulouse occupation de locaux dont l'ICT est propriétaire.
- Bâtiments propriété de l'ICT : locaux de la rue de la Dalbade.
- Bâtiments sous bail commercial :
- > rue des Fleurs : location dans le cadre d'un bail commercial auprès de l'OGEC St Stanislas, à compter du 01.07.18.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

	DEBUT exercice	DOTATIONS AMORTISS.	DOTATION POUR DEPRECIATION	REPRISE AMORTISS.	FIN exercice
Immobilisations incorporelles					
• Concession, brevet, licences, marques, procédés	207 076	25 515			232 591
• Autres Immobilisations incorporelles	3 107				3 107
Immobilisations corporelles					
• Constructions	12 034 920	576 236			12 611 156
• Matériel, outillage	811 649	85 242			896 891
• Matériel informatique	721 770	200 911		23 721	898 960
• Autres immobilisations corporelles	10 520 283	534 121			11 054 404
Immobilisations financières					
• Titres immobilisés	16 272			16 272	0
• Cautions versées	0				0
Total général	24 315 078	1 422 025	0	39 994	25 697 109

3.2 - ECHEANCE DES CREANCES

	Montant net	ECHEANCES		
		jusqu'à 1 an	entre 1 an et 5 ans	à plus de 5 ans
CREANCES				
• Clients et comptes rattachés	10 437 061	10 437 061		
• Autres créances (fournisseurs, salarié, diocèses)	497 422	497 422		
• Subvention MESR à recevoir	2 186 000	2 186 000		
Total général	13 120 483	13 120 483	0	0

3.4 - DISPONIBILITES

Le solde de la trésorerie de l'ICT est de :

- Disponibilités pour	3 018 570
- Actions SOGAMA pour	8 400
- Parts Sociales au Crédit Agricole pr	182

Les disponibilités varient de - **2 463 781€**
Cette variation est expliquée dans l'article 1.2 FAITS MAJEURS

3.5 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	FIN EXERCICE
DOMMAGE OUVRAGE	106 418
MAINTENANCE INFORMATIQUE	38 461
MAINTENANCE AUTRES	5 096
PUB	40 179
FOURNITURES/EAU/ENERGIE	1 082
AUTRES	14 905
S/TRAITANCE INFORMATIQUE	22 313
DOCUMENTATION/ABONNEMENTS	17 483
IMPOTS	52 255
REDEVANCES/LICENCES	94 058
COTISATIONS	9 133
TOTAL	401 382

3.6 - VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Variation des capitaux propres	A l'ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	430 156				430 156
Fonds propres avec droit de reprise	729 564				729 564
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	4 977 698				4 977 698
Report à nouveau	-	- 739 126			- 739 126
Exédent ou déficit de l'exercice	- 739 127	739 126		571 344	- 571 345
Situation nette	5 398 290	-	-	571 344	4 826 946
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	1 632 587			274 197	1 358 389
Provisions réglementées	-				-
Total	7 030 877	-	-	845 541	6 185 335

3.7 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

ORGANISMES	OBJET	DEBUT exercice	AUGMENTAT°	DIMINUT°	FIN exercice
Conseil Régional	Self	686 021		686 021	0
Mairie de Toulouse	Salle Tolosa	686 021		686 021	0
Conseil Régional	Foyer	533 572		533 572	0
Conseil Régional	Aile Gauche	838 470		838 470	0
Diocèse	Subv° exceptionnelle	343 010		343 010	0
Diocèse	Subv° exceptionnelle	343 010		343 010	0
Missions Etrangères de Paris	Locaux Parlement	126 361		126 361	0
Missions Etrangères de Paris	Travaux bibliothèque	400 000		400 000	0
Conseil Régional	Trvx Aile ouest 2005	300 000		300 000	0
Mairie de Toulouse	Trvx Aile ouest 2005	247 805		247 805	0
Conseil Général	Trvx Aile ouest 2005	247 805		247 805	0
Diocèses	19-21-23 Fonderie	888 516			888 516
Conseil Régional / Polyramide	19-21-23 Fonderie	1 376 886			1 376 886
Grand Toulouse	19-21-23 Fonderie	623 512			623 512
FEDER	19-21-23 Fonderie	1 487 032			1 487 032
Conseil Général	Centre d'archives	111 121			111 121
Mairie de Toulouse	Centre d'archives	111 000			111 000
Conseil Général	19-21-23 Fonderie	960 000			960 000
Amis de l'Institut	Chapelle	35 000			35 000
Amis de l'Institut	Résidence MEP	20 000			20 000
ANR	Projet TWB	30 938			30 938
DRFIP FIPD	Travaux sécurité 31F 20F	37 000			37 000
Amortissement		-8 800 491	4 752 074	274 197	-4 322 615
Subvention nette - déduction amortiss		1 632 587	4 752 074	5 026 271	1 358 390
Subvention brute		10 433 079	0	4 752 074	5 681 005

3.8 - FONDS DEDIES

	DEBUT exercice	AUGMENTAT°	DIMINUT°	FIN exercice
Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
• Fds dédiés MEP hébergement				
• Fds dédiés souscript°réhabilitation	0		0	0
• Fds dédiés Centre d'archives historiques				
• Fds dédiés travaux bibliothèque				
• Fds dédiés salle multimédia				
Total général	0	0	0	0

3.9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	DEBUT exercice	DOTATIONS	REPRISES	FIN exercice
Provisions pour risques et charges				
• Prov° pour travaux mise aux normes	1 671 399	0	558 106	1 113 293
• Prov° pour litige (1)	10 000	200 000	10 000	200 000
• Prov° pour risque social	179 000	250 632	104 000	325 632
• Prov° pour départ à la retraite	694 632	31 400	0	726 032
Total général	2 555 031	482 032	672 106	2 364 957

(1) Dont provision indemnité d'éviction EJT pour 200 K€.

PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Le calcul de la provision pour engagements de retraite est déterminé, conformément à la Convention Collective de l'Enseignement Privé Non Lucratif du 12.07.2016 /section 1 du chapitre 2 :

Depuis avril 2022, l'ICT est rattachée à la Convention Collective de l'EPI. En revanche, depuis le 16/06/2022 un accord transitoire a été signé permettant ainsi de continuer d'appliquer les dispositions de la CCEPNL jusqu'au 31/08/2024. Un accord de substitution est en cours de rédaction avec les syndicats afin qu'il soit appliqué au 1er septembre 2024. Il est convenu de terminer cet accord le 29/02/2024. Un nouvel avenant a été signé le 31/03/2025 pour faire appliquer l'accord transitoire jusqu'au 31/08/2026.

- Calcul du nombre de mois acquis par les salariés à la date de clôture de l'exercice,
- Evaluation de ces droits acquis en fonction du salaire estimé en fin de carrière,
- Actualisation de l'indemnité de départ calculée à un taux de 3,51%
- Turnover de 2%
- Evolution des salaires de 2%
- Age de départ : 67 ans

Le calcul de la provision au 31/08/2025 a été affinée en ne retenant que le personnel de plus de 50 ans. Cette méthode n'a pas changé. La provision concerne le personnel administratif en CDI et les enseignants permanents.

3.10 - ECHEANCES DES DETTES

	Montant net	ECHEANCES		
		jusqu'à 1 an	entre 1 an et 5 ans	à plus de 5 ans
DETTES				
Dettes financières				
• Emprunts et dettes auprès des états de créances	5 362 684	312 647	1 306 559	3 743 478
• Emprunts et dettes financières divers	6 270	6 270		
Autres dettes				
• Dettes fournisseurs	1 689 840	1 689 840		
• Dettes fiscales et sociales	1 221 678	1 221 678		
• Dettes sur immobilisations	87 611	87 611		
• Autres dettes (Clients et autres tiers)	1 306 227	1 306 227		
Total	9 674 311	4 624 273	1 306 559	3 743 478

Intitulé	Montant du Prêt	Banque	Capital Début	Capital Remboursé	Intérêts sur Période	capital	Dernière Échéance
			Exercice			restant dû	
			01/09/2024			31/08/2025	
EMPRUNT SG- 3M€ FONDERIE	3 M€	SG	2 222 074	159 128	27 726	2 062 946	08/07/2037
EMPRUNT CA - 3M€ - FONDERIE	3 M€	CA	2 601 070	149 454	33 685	2 451 616	05/05/2040
EMPRUNT CA - 2.5M€ - DALBADE	2,5M€	CA	1 048 464	200 342	21 532	848 122	05/08/2029
		Total	5 871 608,38	508 924,00	82 943,00	5 362 684,38	

3.11 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	DEBUT exercice	FIN exercice
• Scolarités (1)	6 310 682	9 250 827
• Autres (subvention MESRI, INRAE et antenne Bouygues) (3)	744 133	886 693
• Taxe d'apprentissage (2)	123 285	155 076
• CVEC (2)	217 822	222 050
• Subvention accompagnement étudiants en situation de handicap (2)	9 000	9 000
• Subvention ERASMUS		41 074
Total général	7 404 922	10 564 720

(1) Les produits constatés d'avance de scolarité concernent les frais d'inscription et de scolarité de l'année scolaire 2025/2026 facturés avant le 31 août 2025.

(2) Informations sur les articles 2.8, 2.9 et 2.10 des méthodes comptables

(3) Nouveau sur l'exercice : Subvention INRAE

4 - NOTES SUR LE RESULTAT

4.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Comptes 2023/2024	Comptes 2024/2025
QP Subventions d'investissement virées au résultat	274 197	274 197
Remboursement des sinistres	36 889	0
Autres produits exceptionnels	6 013	20 447
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Comptes 2023/2024	Comptes 2024/2025
Dotation provision exceptionnel EJT		200 000
Autres charges exceptionnelles	21 914	21 920
<u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>	295 185	72 724

5 - AUTRES INFORMATIONS

5.1 - REMUNERATION DES 3 PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES OU SALARIES

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 fait obligation de mentionner, dans les états financiers, le montant des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2025 les 3 plus hauts cadres de l'association ont perçu une rémunération brute totale de 228 424,80€.

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Aucun avantage n'est attribué à ces personnes.

5.2 - EFFECTIFS SALARIES

TABLEAU DES EFFECTIFS SALARIES

EFFECTIFS	DEBUT exercice	FIN exercice
Permanents	183	176
• dont Cadres	114	109
• dont Non Cadres	69	67
Chargés d'enseignement	43	44
Total général	226	220

5.3 - POLITIQUE PARTICULIERE SUR LES AUGMENTATIONS D'EFFECTIFS ET DE SALAIRES

Depuis janvier 2023, et cela pour une durée de 3 ans (soit jusqu'à la clôture 31/08/2025), les enseignants chercheurs bénéficient d'une mesure exceptionnelle de revalorisation de points.

Suite à une mesure gouvernementale, le point a été revalorisé pour l'ensemble des salariés (mesure collective).

Dans le cadre de sa politique salariale annuelle, chaque service s'est vu attribuer des enveloppes à répartir par collaborateur au vu des revalorisations individuelles.

5.4 - ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

Le refinancement des travaux de la résidence de la Dalbade (2 500 k€) a été assuré par un emprunt souscrit en juillet 2014, garanti par une hypothèque de premier rang sur le bâtiment au profit du Crédit Agricole.

L'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole en juillet 2019 pour 3 000 k€ est garanti par une hypothèque sur le bâtiment Saint Vincent au profit du Crédit Agricole. Il a été partiellement débloqué.

L'emprunt souscrit auprès de la Société Général en juillet 2019 pour 3 000 k€ est garanti via la mise en place d'une caution mutualiste portée la SOGAMA à hauteur de 20% du capital emprunté.